

Initiatives ministérielles

M. McDermid: Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt la députée. Je veux revenir brièvement sur ce qu'elle a dit au sujet du tourisme.

La députée a déclaré que la taxe nuirait à l'afflux de touristes étrangers. Aucun pays possédant une taxe sur la valeur ajoutée n'a vu son industrie touristique décliner. Le tourisme n'a pas été touché. La députée a fait allusion aux touristes qui réclameraient les crédits au titre de la taxe de vente. Lorsque je voyage à l'étranger, si j'ai la possibilité de récupérer les taxes payées, je n'hésite pas un instant. La plupart des gens qui voyagent à l'étranger que je connais réclament le crédit au titre de la taxe de vente chaque fois qu'il est offert. Je crois que les touristes venant au Canada le feront aussi.

• (1740)

Au Canada, nous allons même un peu plus loin en leur offrant un crédit pour le logement à court terme, ce qu'aucun autre pays n'offre. Vous ne croyez pas que les touristes vont le réclamer? Bien sûr qu'ils vont demander ce crédit.

La TPS ne nuira pas à l'industrie touristique. Elle ne nuira au tourisme que si les députés de l'opposition continuent d'effrayer les touristes en leur disant de ne pas venir au Canada parce que la situation ici est affreuse. Cela ne tient pas debout. Vous devriez faire la promotion du Canada. Vous ne devriez pas le dénigrer avec toutes ces bêtises au sujet de la taxe qui va nuire à l'industrie touristique, parce que vous savez que ce n'est pas vrai.

Mme Gaffney: Le député vient de faire une déclaration. Je me demande s'il sait comment poser une question. Quoi qu'il en soit, je lui répondrai.

Les statistiques de tous les représentants des principaux secteurs de l'industrie touristique démontrent que la TPS nuira au tourisme au Canada et à qui se fier en ces matières sinon aux gens du secteur lui-même?

Je dois me fier aux spécialistes. Contrairement au député d'en face, je ne m'estime spécialiste en rien. J'écoute les spécialistes et il serait grand temps qu'il fasse comme moi.

M. Gardiner: Monsieur le Président, je félicite la députée pour ses commentaires sur la taxe des pleurs et des souffrances. Si vous me permettez, je ferai un tout petit peu de politique. Je sais que nous ne devons pas faire cela à la Chambre, mais tout de même.

Je voudrais demander à la députée ce qu'elle dira à ses électeurs lorsqu'elle ira, disons à l'automne de 1992 ou au printemps de 1993, frapper à leur porte pour essayer d'obtenir de nouveau leur appui, lorsque ceux-ci lui demanderont pourquoi le Parti libéral ne s'est pas opposé à la TPS et n'a pas proposé de solutions de rechange lorsque la Chambre des communes était saisie de ce projet de loi?

Mme Gaffney: Je leur dirai la même chose qu'à propos de l'accord de libre-échange, en me demandant pourquoi le NPD ne s'y est pas opposé.

Le gouvernement d'en face a été élu parce que le Nouveau Parti démocratique ne s'est pas opposé à l'Accord de libre-échange. Je ferai la même chose dans ce cas-ci. Les Canadiens de tout le pays ont proposé des solutions de rechange au gouvernement, mais il ne veut rien savoir. J'ai des propositions, mais pourquoi devrais-je vous en faire part? Vous ne m'écoutez pas de toute façon. Le NPD a proposé des solutions de rechange. Le gouvernement ne les a même pas examinées. Pourquoi devons-nous faire semblant de proposer quelque chose au gouvernement, s'il ne va pas en tenir compte? Il n'écoute pas les Canadiens. Pourquoi alors m'écouterait-il?

M. Jordan: Je félicite ma collègue de son excellent discours. Elle semble avoir suscité certaines réactions et c'est toujours le signe d'un discours bien reçu et de statistiques éloquentes.

Les Canadiens ont fait une mauvaise expérience il y a quelques années lors de la conversion au système métrique, quand des entrepreneurs sans scrupules ont quelque peu trafiqué le prix unitaire lorsque la taille de l'unité était sensiblement réduite ou augmentée.

M. McDermid: Qui a présenté cette mesure?

M. Jordan: Je ne parle pas du bien-fondé du système métrique. Je parle des entrepreneurs sans scrupules qui existaient alors et qui existent sans doute encore aujourd'hui. Je me demande si la députée pourrait nous dire si elle craint que la situation ne se répète?

Le président suppléant (M. Paproski): Vous disposez de seulement 30 secondes.

Mme Gaffney: C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai écouté le whip du gouvernement parler des députés qui viennent du milieu des affaires. Il a pris grand plaisir à nous informer que la plupart des ministériels venaient des grandes entreprises et qu'ils étaient donc mieux